

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL Carrières Bonicel et Fils

Costo Caldo
48500 Laval-du-Tarn

Références : 2023-12-769
Code AIOT : 0006602125

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement SARL Carrières Bonicel et Fils implanté Costo Caldo 48500 Laval-du-Tarn. L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Carrières Bonicel et Fils
- Costo Caldo 48500 Laval-du-Tarn
- Code AIOT : 0006602125
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Des installations mobiles de traitement des matériaux extraits, sont également présentes ponctuellement in situ. Cette activité est sous-traitée et est réalisée par campagne annuelle d'une durée d'environ 1 mois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consistance des installations classées (article 1.5 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les prélèvement et consommation d'eau (article 4.1 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- les eaux industrielles (article 4.6 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012),
- le ravitaillement et l'entretien des véhicules et engins (article 4.7 AP précité),
- l'autocontrôle des niveaux sonores (article 7.3.3 AP précité),
- les moyens d'intervention en cas de sinistre (article 10.3.2 AP précité),
- le stockage des déchets d'extraction inertes (article 11.5 AM du 22/09/1994 modifié),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié),
- la prévention des pollutions atmosphériques (articles 5.1 et 5.2 AP n°2012289-0009 du 15/10/2012 complété par articles 39, 41 et 57 AM du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.7	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Lettre de suite préfectorale	10 mois
13	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Lettre de suite préfectorale	10 mois
14	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Lettre de suite préfectorale	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.5	/	Sans objet
2	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.1	/	Sans objet
3	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.6	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 5.1	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 5.2	/	Sans objet
7	Autocontrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 10.3.2	/	Sans objet
9	Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
10	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient de souligner le bon entretien du site.

L'inspection rappelle l'obligation de réaliser les contrôles réglementaires des émissions dans l'air, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R.512-32 du code de l'environnement.</p> <p>Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes :</p> <p>Produits Production annuelle (m3) Production annuelle moyenne (t)</p> <p>Blocs d'enrochement calcaires 10 400 26 000</p> <p>Pierres calcaires à bâtir 3 200 8 000</p> <p>Blocs marchands pour le sciage 2 400 6 000</p> <p>Matériaux issus du concassage 24 000 60 000</p> <p>TOTAL 40 000 m3 100 000 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none">- Tonnages maximums annuels à extraire : 100 000 tonnes- Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 9 ha 65 a 90 ca (96 590 m2) dont superficie de la zone à exploiter : 5 ha 29 a 56 ca (52 956 m2)- Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire- Modalités d'extraction : explosifs, haveuses rouilleuses et engins mécaniques- Hauteurs maximales des fronts : 15 mètres- Limite inférieure d'extraction : 863 m NGF- Caractéristiques des installations de traitement : concasseur/crible/convoyeurs d'une puissance maximale de 480 kW
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu vérifier que les installations autorisées sont conformes à la description qui en sont faites.</p> <p>La côte minimale d'extraction, limitée à 863 m NGF, est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le plan topographique / plan d'ensemble des installations / plan de phasage actualisé le 4/10/2022 et réalisé par le prestataire SOGEXFO.</p> <p>Le tonnage annuel extrait en 2022 s'élève à 14 000 tonnes. Le tonnage annuel extrait estimé à fin 10/2023 est de l'ordre de 15 000 tonnes.</p> <p>L'inspection a pu constater que :</p> <ul style="list-style-type: none">- la carrière est exploitée en continu,- les installations de traitement, mobiles, fonctionnent par campagnes de concassage/criblage. Cette activité est intégralement sous-traitée au prestataire Sévigné. Une campagne d'environ 1 mois est organisée annuellement,- il n'y a aucun stockage d'hydrocarbures sur le site,- divers stocks de matériaux en attente de traitement et en attente de commercialisation, sur une emprise restant à être déterminée. <p>L'inspection a vérifié le classement éventuel de la station de transit de produits minéraux bruts extraits et des matériaux en attente de commercialisation, constatée sur la plate-forme à l'entrée du site. La superficie de l'aire de transit dédiée étant inférieure à 5 000 m², cette installation n'est pas classable au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : La réalisation de tout ouvrage de prélèvement doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. Ces règles s'appliquent aussi bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité. L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit. L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.
Constats : Aucun forage n'est présent in situ. Aucun prélèvement dans la nappe n'est possible in situ.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux industrielles
Prescription contrôlée : L'installation n'utilise pas d'eau à l'exception des besoins d'arrosage ou de pulvérisation pour réduire les émissions de poussières.
Constats : Aucun ouvrage de prélèvement n'étant présent in situ, l'exploitant n'utilise pas d'eau. Le cas échéant, en cas de nécessité d'arrosage pour abattage des poussières (engins, installations mobiles de traitement des matériaux), l'eau provient alors d'une citerne de récupération des eaux pluviales présentes sur site. La découpe des blocs est réalisée par havage à sec et ne nécessite pas d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien des véhicules et engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'entretien courant et le lavage des véhicules et autres engins ne seront pas réalisés sur le site de la carrière.
Constats : Aucune aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels n'a été constatée in situ. L'exploitant explique qu'il n'y a aucun stockage de carburant sur site, l'alimentation des engins en carburant étant réalisée de "bord à bord" par un prestataire extérieur. Le cas échéant, l'inspection a pu constater que des kits anti-pollution d'urgence sont disponibles dans les engins. La maintenance des engins et leur lavage ne sont jamais réalisés sur le site de la carrière mais dans un hangar disposant des équipements dédiés, situé hors emprise de la carrière. Il appartient à l'exploitant de réaliser une telle aire étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes généraux de prévention des pollutions atmosphériques
Prescription contrôlée : L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès enduites doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières. La combustion à l'air libre, notamment de déchets, est interdite.
Constats : L'inspection a constaté que la carrière et ses installations connexes, voies, pistes, etc sont tenues dans un état de propreté satisfaisant, ce qui limite notamment l'envol des poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions et envols de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules non enduites doivent faire l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, etc.). Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complet et efficace que possible. A défaut d'être captées et canalisées, comme prévu ci après, les poussières seront humidifiées à leurs points d'émission, au besoin à l'aide d'adjuvants spécifiques. Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques. Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : L'inspection a pu vérifier que l'exploitant prend des dispositions afin de limiter la propagation des poussières. Le cas échéant, les stocks peuvent être humidifiés grâce à la citerne de récupération des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autocontrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autocontrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué en limite de propriété, ainsi qu'au niveau des zones à émergence réglementée, lors du fonctionnement de l'installation de broyage concassage. Le premier contrôle sera réalisé dès la première campagne de concassage effectuée après la présente autorisation. Ces contrôles seront effectués tous les trois ans l'exploitant. Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 précité.
Constats : L'inspection a pu vérifier le respect des valeurs limites de bruit et des émergences. Les dernières mesures acoustiques ont été réalisées par l'organisme AGEOX le 18/09/2023 (rapport de mission acoustique "mesurages des bruits dans l'environnement") : campagne de concassage en cours, extraction en cours et rotations de véhicules PL, 5 points de mesures dont 3 points de mesures en ZER. Le rapport conclut au respect des valeurs limites de bruit et des émergences.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2012, article 10.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer sur le site, pendant les heures d'activité, d'un moyen d'alerte des services de secours et former le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an, ils sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. En tant que de besoin ces matériels sont protégés contre le gel.</p> <p>De plus, l'exploitant met en place les moyens suivants visant à assurer la défense extérieure :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en place une citerne de 30 m3 d'eau minimum sur le site et accessible en tous temps par les sapeurs pompiers,- maintien dans un rayon de 50 mètres autour de la carrière d'une zone régulièrement débroussaillée.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none">- que chaque engin est équipé d'un extincteur conforme aux normes en vigueur,- la présence d'une citerne souple réserve incendie de capacité 60 m3, opérationnelle en limite nord de la carrière. Elle est accessible en tous temps par les sapeurs pompiers. Elle est alimentée par les eaux pluviales issues de la toiture du hangar présent en dehors du périmètre ICPE et non concerné par les activités de la carrière (stockage d'engins agricoles),- le débroussaillage systématique de la bande de 10 mètres à l'intérieur du périmètre ICPE autorisé. <p>Le site étant entouré de terrains agricoles, le maintien dans un rayon de 50 mètres autour de la carrière d'une zone régulièrement débroussaillée, s'avère non réalisable. Toutefois, l'inspection a pu constater qu'il s'agit principalement de terrains cultivés exempt de broussailles et qu'à l'intérieur du périmètre ICPE autorisé, il y avait guère de broussailles. En conséquence, l'inspection considère la présence effective d'une bande d'environ 50 mètres débroussaillée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
Constats : <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes (terres de découverte et produits après passage dans les installations de traitement et qui ne peuvent pas être valorisés) sont gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution des terrains agricoles voisins et des eaux superficielles et souterraines.</p> <p>L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, réalisé par AGEOX et daté du 10/08/2023. Ce plan comprend les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés (déchets d'extraction, très peu de terre de décapage), ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Un plan topographique daté du 4/10/2022, réalisé par SOGEXFO, a été établi à une échelle adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, réalisé par AGEOX et daté du 10/08/2023. Ce plan comprend notamment les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés (déchets d'extraction, très peu de terre de décapage), un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes et l'ensemble des éléments requis.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit être transmis au préfet (copie ICPE).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
Constats : Aucune surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières, n'est réalisée par l'exploitant lors de la campagne annuelle de concassage. Il appartient à l'exploitant de programmer annuellement un tel suivi, au moment de chaque campagne de concassage qui dure environ 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 mois

N° 13 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm ³ ; - pour les autres installations : 40 mg/Nm ³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm ³ pour les installations nouvelles. Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. .../...
Constats : Il appartient à l'exploitant de vérifier le respect des valeurs limites de concentration en poussières émises par les installations mobiles de traitement des matériaux, à l'occasion de la prochaine campagne de concassage/criblage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 mois

N° 14 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.
Constats : Il appartient à l'exploitant de transmettre, tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. Il convient toutefois de préciser que la fréquence des mesures de retombées de poussières ne pourra être qu'annuelle tant qu'il n'y aura qu'une unique campagne annuelle de concassage/criblage, sous-traitée, durant environ 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 10 mois